

A l'OCDE, un accord mondial sur la taxation des Gafa se dessine

Les principales économies du monde se sont mises d'accord à l'OCDE pour mettre à jour d'ici 2020 les règles de la fiscalité de manière à taxer justement les géants de la nouvelle économie.

FRÉDÉRIC ROHART

C'est une étape politique importante dans la recherche d'un consensus mondial pour une fiscalité équitable à l'ère de l'économie numérique. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a dévoilé mardi un accord de principe pour chercher rapidement une solution mondiale au débat sur «la manière de taxer au mieux les entreprises multinationales dans une économie qui se numérise rapidement». Ou

plus concrètement: pour taxer les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon), dont le modèle économique échappe largement à l'impôt. Les membres du Cadre inclusif, l'organe de lutte contre l'évasion fiscale et l'érosion des bases imposables (BEPS), s'engagent à «poursuivre leurs travaux en vue de produire un rapport final en 2020 et de parvenir à une solution de long terme fondée sur le consensus».

Revirement américain

La grande nouveauté, c'est le changement d'attitude des États-Unis. L'approche repose en effet sur un plan proposé par Washington, a précisé le directeur pour la fiscalité de l'OCDE, Pascal Saint-Amans, à nos confrères du Financial Times. «Il doit être affiné mais la philosophie de la proposition

fiscale américaine est assez solide. Ils ont aligné les États-Unis, le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres économies émergentes.» Les propositions américaines suivent globalement celles de la Commission européenne. Selon Pascal Saint-Amans, Washington a opéré un «*changement fondamental*» d'approche, probablement lié à une nécessité de protéger la base d'imposition américaine suite aux baisses d'impôts décidées en 2017.

Le résultat, c'est que 127 pays se sont accordés pour travailler rapidement sur un basculement du droit de taxer: aujourd'hui, il revient au pays où est installée physiquement une entreprise; demain, il devrait revenir aussi aux pays où se trouvent ses consommateurs, ses utilisateurs, ses pourvoyeurs de données. Le résultat serait donc de ramener des revenus fiscaux vers des pays où se trouvent les consommateurs – au détriment de juridictions où se trouvent les quartiers généraux de multinationales et/ou qui servent de paradis fiscaux.

Pour ce faire, le groupe de travail de l'OCDE qui fixe les standards fiscaux va étudier la manière de moderniser le système fiscal international en introduisant de nouveaux concepts comme la «présence économique significative». On aurait pu parler de «présence numérique significative», comme l'Union européenne le fait, mais l'idée qui guide ces travaux est qu'il n'est pas pertinent de distinguer économie classique et numérique, et que le nouveau régime devrait s'appliquer à toutes les grandes entreprises, sans distinction.

L'OCDE doit d'ailleurs aussi se pencher sur la question plus large d'une imposition minimale. Il s'agit ici d'explorer la définition de règles qui renforceraient la capacité d'un

pays à imposer des bénéfices si une autre juridiction qui dispose des droits d'imposer appliquait des taux très faibles. En d'autres termes: de corriger l'évitement fiscal pour le rendre inopérant.

Le groupe de travail remettra un rapport d'étape au G20 dans le courant de cette année.

L'Europe trépigne

L'accord final est attendu avec impatience en Europe, où la Commission et certains États demandent à grands cris une adaptation des règles fiscales, mais où d'autres plaident pour attendre un accord à l'OCDE. Face à la paralysie collective de l'Union – conséquence de la prise de décision à l'unanimité dans ces matières – certains ont décidé de faire cavalier seul. Comme le Royaume-Uni, qui a adopté une taxe unilatérale sur les géants du numérique, ou la France, qui s'apprête à le faire. Parmi les réticents, l'Allemagne craint qu'une mesure fiscale unilatérale sur les Gafa n'envenime les relations commerciales avec les États-Unis. Mais le ministre allemand des Finances Olaf Scholz avait indiqué en décembre qu'en l'absence d'accord à l'OCDE, il faudrait une taxation européenne des Gafa d'ici «un an, un an et demi». Voilà donc l'horizon confirmé.

«Ils ont aligné les États-Unis, le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres économies émergentes.»

PASCAL SAINT-AMANS
DIRECTEUR POUR LA FISCALITÉ DE L'OCDE